

Défaite de l'Ukraine : « Le raisonnement de Viktor Orban est un peu court »

ENTRETIEN. Jean-Dominique Giuliani, président de la fondation Robert-Schuman, réagit aux propos du Premier ministre hongrois qui estime impossible une victoire de Kiev contre Moscou.



Le Premier ministre hongrois Viktor Orban lors d'un sommet informel de l'Union européenne (UE) à Prague, le 7 octobre 2022. © Joe Klamar/AFP

La [Communauté politique européenne](#) (CPE) qui s'ouvre mercredi 31 mai à Chisinau, en [Moldavie](#), est-elle la base d'une organisation de la sécurité en [Europe](#), même sans la Russie ? Jean-Dominique [Giuliani](#), le président de la fondation Robert-Schuman, y voit en tout cas [un format utile de discussions](#), puisque la [Russie](#) a paralysé ceux qui existaient déjà... C'est aussi pour lui l'occasion de répondre à [Viktor Orban](#), le seul dirigeant de l'Union européenne (UE) [qui ne croit pas possible une victoire de l'Ukraine face à la Russie](#).

Le Point : Que peut-on attendre de cette seconde édition de la Communauté politique européenne ? Sait-on finalement à quoi elle sert ?

Jean-Dominique Giuliani : C'est une initiative très utile qui organise un forum de discussion politique entre pays qui ne se rencontrent pas si souvent. Le fait que cette seconde réunion se tienne à Chisinau, capitale de [la Moldavie, que la Russie tente de déstabiliser](#), est une preuve de la condamnation de ces actions en Ukraine et même au-delà.

Certains pays latins souhaiteraient la doter d'un secrétariat général permanent. Les Nordiques y sont réticents. A-t-on vraiment besoin d'une structure pérenne avec des permanents et des frais administratifs ?

Non, nul n'est besoin d'un secrétariat ou d'une organisation internationale supplémentaire. Au contraire, cette souplesse me semble être un gage de durée ! N'oublions pas que Moscou a renié ses engagements au Conseil de l'Europe comme au sein de l'OSCE et donc affaibli ces organisations, un peu trop ignorées en France, qui ont tant contribué à la stabilité du continent. Nous devons ce sera long reconstruire une architecture de sécurité malgré l'attitude russe, voire sans les Russes.

L'Élysée caressait l'idée que la CPE pourrait déboucher sur des collaborations concrètes entre ses membres dans les

domaines de l'énergie, des transports, de la jeunesse... Mais il y a déjà l'Union européenne pour faire tout ça.

Déjà, des discussions politiques ont pu être nouées plus facilement parce que dans ce cadre informel. D'autres, plus prosaïques ou plus concrètes, ne manqueront pas d'apparaître.

Rome ne s'est pas faite en un jour, la CPE peut-elle, à terme, servir de Conseil de sécurité du continent européen ?

C'est un peu tôt pour le dire. Il lui faudra prouver son efficacité. Mais c'est un objectif louable.

Peut-elle hâter l'élargissement ou au contraire le retarder ?

Ni l'un ni l'autre. Son objet politique permet des coopérations ou des projets que l'Union, avec ses procédures et son droit, ne peut pas toujours mener. La CPE ouvre d'autres possibilités.

Êtes-vous confiant en la capacité des Balkans de procéder aux réformes nécessaires à leur entrée dans l'Union ? Et avant cela, en la capacité des Vingt-Sept de réformer les institutions pour les rendre praticables à trente-six, à terme ?

Ils avancent. C'est long et difficile, mais c'est l'objectif qu'ils visent et c'est notre intérêt de les arrimer à l'Europe alors que d'autres puissances mettent beaucoup d'efforts pour les en détacher. Ils sont sur la voie, impatients et très demandeurs. Nous ne devons pas les rejeter, mais, au contraire, peut-être inventer des formules plus souples de rattachement. Par exemple, pourquoi ne pas leur permettre d'accéder à certaines politiques de l'Union sans accepter tout l'acquis ? C'est déjà ainsi que les relations de l'Union avec les pays des Balkans doivent être appréciées.

Nous sommes plus d'un an après le début du conflit en Ukraine. Il a coûté 65 milliards d'euros aux Européens toutes aides confondues : réfugiés, assistance militaire et financière. Viktor Orbán est le seul dirigeant européen à dire que ni l'Ukraine ni la Russie ne gagneront sur le terrain militaire et qu'il est urgent de reprendre le travail diplomatique pour aboutir à un cessez-le-feu puis à des pourparlers de paix. Partagez-vous son opinion ?

Non, pas du tout ! Dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres, le Premier ministre hongrois est « un peu court » dans son raisonnement. Dans le passé, cela a pourtant valu à son pays de graves erreurs dans ses alliances. Il ne s'agit pas de « gagner », il s'agit de faire échec à l'agression russe et à son occupation d'une partie du territoire d'un de ses voisins. Et cela, c'est à notre portée. C'est très important comme leçon à donner à tous les dictateurs ou aux adeptes de l'usage de la force. Sur le continent européen, elle doit être bannie par tous les moyens.